



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)  
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, VENDREDI 31 octobre 1952

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, FRIDAY, October 31st, 1952

## AVIS AUX INTÉRESSÉS

### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

## NOTICE TO INTERESTED PARTIES

### Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.



**Arcadia Enterprises Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de la cité de Westmount, Theodore H. Shapiro, avocat, de ville Mont-Royal et Ethel Yussem, secrétaire, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre des journaux, revues, périodiques, souvenirs de toutes sortes, papeterie et fournitures de bureaux, sous le nom de "Arcadia Enterprises Corporation", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
33506 C.-E. CANTIN.

**Arcadia Enterprises Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1952, incorporating: Benjamin Robinson, advocate and Queen's Counsel, of the city of Westmount, Theodore H. Shapiro, advocate, of the Town of Mount Royal, and Ethel Yussem, secretary, of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell newspapers, magazines, periodicals, souvenirs of all kinds, stationery and office supplies, under the name of "Arcadia Enterprises Corporation", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100. each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twelfth day of September, 1952.

C.-E. CANTIN,  
33506-o Acting Deputy Attorney General.

**Caliday Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du huitième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Michael Garber, avocat, C.R., de la cité de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, Irene Rubin, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements en tissus textiles, sous le nom de "Caliday Inc.", avec un capital de \$9,000, divisé en 900 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Rose, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce huitième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
33506 C. E. CANTIN.

**Caliday Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighth day of September 1952, incorporating: Michael Garber, advocate, Q.C., of the city of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate, Irene Rubin, secretary, fille majeure, both of the city of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing textiles, under the name of "Caliday Inc.", with a capital stock of \$9,000, divided into 900 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Ste-Rose, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of September 1952.

C. E. CANTIN,  
33206-o Acting Deputy Attorney General.

**Carnival Amusements Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du neuf septembre 1952, constituant en corporation: Moses Samuel Yelin, Maynard Golt, avocats, Esther Monson, Lillian Winch, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'un parc d'amusements et centre récréatif à Ville St-Michel, dans le comté de Laval, sous le nom de "Carnival Amusements Inc.", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 9,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
33506 C. E. CANTIN.

**Carnival Amusements Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the ninth day of September 1952, incorporating: Moses Samuel Yelin, Maynard Golt, advocates, Esther Monson, Lillian Winch, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an amusement park and amusement center at Ville St. Michel in the County of Laval, under the name of "Carnival Amusements Inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 9,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of September 1952.

C. E. CANTIN,  
33506-o Acting Deputy Attorney General.

**C. D. Gaon & Son, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze septembre 1952, constituant en corporation: Cesar David Gaon, manufacturier, Sophia Hirschler, ménagère, épouse séparée de biens, en vertu des lois de la Yougoslavie, de Cesar David Gaon, Harry D. Gaon, manufacturier, Lilly Gaon, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce, manufacturer et produire des fils de toutes descriptions et tous tissus nécessaires à la fabrication d'habits et vêtements, sous le nom de "C. D. Gaon & Son, Inc.", avec un capital de \$50,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$50 chacune et 400 actions privilégiées de \$100.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
33506 C.-E. CANTIN.

**Continental Asbestos Mines Limited  
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de septembre 1952, constituant en corporation: John McGlinchey Home, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Kenneth Hunter Wilson, avocat, Enid Mary Roberts, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais, sous le nom de "Continental Asbestos Mines Limited", (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$6,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions ordinaires de \$2 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
33506 C.-E. CANTIN.

**Continental Metal Products Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze septembre 1952, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi de la Reine, de la cité de Westmount, Theodore H. Shapiro, avocat, de Ville Mont-Royal, Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme mécaniciens, marchands et manufacturiers de machines, moteurs et autre machinerie, sous le nom de "Continental Metal Products Ltd.", avec un capital de \$150,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$100 chacune.

**C. D. Gaon & Son, Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of September 1952, incorporating: Cesar David Gaon, manufacturer, Sophia Hirschler, housewife, wife separate as to property, in virtue of the laws of Yugoslavia, of Cesar David Gaon, Harry D. Gaon, manufacturer, Lilly Gaon, spinster of the age of majority, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in, manufacture and produce yarns of all descriptions and any materials necessary for clothing and wearing apparel, under the name of C. D. Gaon & Son, Inc., with a capital stock of \$50,000, divided into 200 common shares of \$50 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of September 1952.

C.-E. CANTIN,  
33506-o Acting Deputy Attorney General.

**Continental Asbestos Mines Limited  
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September 1952, incorporating: John McGlinchey Home, advocate and Queen's Counsel, Kenneth Hunter Wilson, advocate, Enid Mary Roberts, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Continental Asbestos Mines Limited", (No Personal Liability), with a capital stock of \$6,000,000, divided into 3,000,000 common shares of \$2 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of September 1952.

C.-E. CANTIN,  
33506-o Acting Deputy Attorney General.

**Continental Metal Products Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of September 1952, incorporating: Benjamin Robinson, advocate and Queen's Counsel, of the city of Westmount, Theodore H. Shapiro, advocate, of the town of Mount Royal, Ethel Yussem, secretary, spinster of the full age of majority, of the city of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of mechanics and dealers in and manufacturers of plants, engines and other machinery, under the name of "Continental Metal Products Ltd.", with a capital stock of \$150,000, divided into 1,500 common shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
33506 C. E. CANTIN.

**Delta Investments Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du neuvième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, Theodore H. Shapiro, avocat, de Ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Delta Investments Ltd."

Le capital de la compagnie sera divisé en 100 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
33506 C. E. CANTIN.

**Die Plast Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Charles Brownstein, avocat, Sybil Marter, secrétaire, épouse séparée de biens de Frank Marter, Mary Goldwater, secrétaire, épouse séparée de biens de Sydney L. Goldwater, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de plastiques, substances et produits plastiques, sous le nom de "Die Plast Ltd."

Le capital de la compagnie sera divisé en 100 actions sans valeur nominale ou au pair et 1,500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
33506 C. E. CANTIN.

**Garage Equipment & Tool Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trois septembre 1952, constituant en corporation: Maurice Préfontaine, Roland Préfontaine, Joseph Alexandre DeGrace, tous commerçants, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, assurer les services, faire le commerce de toutes sortes d'automobiles, mo-

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of September 1952.

C. E. CANTIN,  
33506-o Acting Deputy Attorney General.

**Delta Investments Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the ninth day of September 1952, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, Ethel Yussem, secretary, spinster of the full age of majority, both of the city of Montreal, Theodore H. Shapiro, advocate, of the town of Mount Royal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Delta Investments Ltd."

The capital stock of the company is divided into 100 common shares having no nominal or par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of September 1952.

C. E. CANTIN,  
33506-o Actng Deputy Attorney General.

**Die Plast Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September 1952, incorporating: Charles Brownstein, advocate, Sybil Marter, secretary, wife separate as to property of Frank Marter, Mary Goldwater, secretary, wife separate as to property of Sydney L. Goldwater, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastics and plastic substances and products, under the name of "Die Plast Ltd."

The capital stock of the Company will be divided into 100 shares having no par value and 1,500 preference shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September 1952.

C. E. CANTIN,  
33506-o Acting Deputy Attorney General.

**Garage Equipment & Tool Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the third day of September, 1952, incorporating: Maurice Préfontaine, Roland Préfontaine, Joseph Alexandre DeGrace, all traders, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, assure the service of, deal in all kinds of automobiles, motors, engines

teurs, engins ainsi que de fournitures et accessoires, sous le nom de "Garage Equipment & Tool Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,400 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trois septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
33506-o C. E. CANTIN.

#### Gérard Alain Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Marcel Lajeunesse, avocat, Alfred Leiblich, importateur, Rudolph Wotisky, vendeur, Harold Le Brock, comptable, Adriana van Wynen, Jeanne Gauthier, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objet suivants:

Exercer le commerce et le négoce de ferronnerie, accessoires électriques, machinerie et outillage de toutes sortes, sous le nom de "Gérard Alain Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
33506 C. E. CANTIN.

#### Giant Frog & Sea Food Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Henri Crépeau, avocat, C.R., Françoise Gagnon, Yvette Picard, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits agricoles et laitiers, et faire le commerce de batraciens et bestiaux de toutes sortes, sous le nom de "Giant Frog & Sea Food Ltd.", avec un capital de \$99,000, divisé en 19,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 800 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
33506 C. E. CANTIN.

#### Gimex Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour d'avril 1952, constituant en corporation: Roger Gagnon, annonceur à la radio, Jules Armand, commis, Gérard Gagnon, importateur, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de produits faits de cuir, caoutchouc, métal, bois, plastique et leurs sous-produits, sous le nom de "Gimex Corporation".

and also supplies and accessories, under the name of "Garage Equipment & Tool Ltd". with a capital stock of \$40,000, divided into 6,000 common shares of \$1 each, and 3,400 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September, 1952.

C. E. CANTIN,  
33506 Acting Deputy Attorney General.

#### Gérard Alain Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September 1952, incorporating: Marcel Lajeunesse, advocate, Alfred Lieblich, importer, Rudolph Wotisky, salesman, Harold Le Brock, accountant, Adriana van Hynen, Jeanne Gauthier, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in and with hardware, electrical supplies, machinery and equipment of all kinds, under the name of "Gérard Alain Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at St Johns, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September 1952.

C. E. CANTIN,  
33506-o Acting Deputy Attorney General.

#### Giant Frog & Sea Food Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1952, incorporating: Henri Crépeau, advocate, Q.C., Françoise Gagnon, Yvette Picard, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of farm and dairy products, and to deal in frogs and live stock of all kinds, under the name of "Giant Frog & Sea Food Ltd.", with a capital stock of \$99,000, divided into 19,000 common shares of \$1. each, and 800 preferred shares of \$100. each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September, 1952.

C. E. CANTIN,  
33506-o Acting Deputy Attorney General.

#### Gimex Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April 1952, incorporating: Roger Gagnon, radio announcer, Jules Armand, clerk, Gerard Gagnon, importer, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products made of leather, rubber, metal, wood, plastic, and by-products, under the name of "Gimex Corporation".

Le capital de la compagnie est divisé en 200 actions sans valeur nominale ou au pair et en 290 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce premier jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
33506 C. E. CANTIN.

**H. Jasmin Ltée  
Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze septembre 1952, constituant en corporation: Yvon Jasmin, Réal Marcoux, avocats, Rita Dufresne, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fruits, légumes, produits alimentaires, sous le nom de "H. Jasmin Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 360 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le onze septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
33506-o C. E. CANTIN.

**Honneur News Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du neuf septembre 1952, constituant en corporation: Theodore H. Shapiro, avocat, de Ville Mont-Royal, Joseph Shapiro, avocat, C.R., Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de journaux, revues, nouveautés et souvenirs, billets de représentations quelconques et produits du tabac, sous le nom de "Honneur News Corp.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
33506 C. E. CANTIN.

**Imprimerie du Palais Inc.  
Show-Mart Printing Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit septembre 1952, constituant en corporation: Paul Allaire, courtier en imprimerie, Marcel Jolivet, imprimeur, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, Jean Allaire, courtier en imprimerie, de la cité de St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimerie, sous le nom de "Imprimerie du Palais Inc." — "Show-Mart

The capital stock of the company is divided into 200 shares having no nominal or par value and into 290 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Quebec, Judicial District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April 1952.

C. E. CANTIN,  
33506-o Acting Deputy Attorney General.

**H. Jasmin Ltée  
Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of September 1952, incorporating: Yvon Jasmin, Real Marcoux, advocates, Rita Dufresne, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in fruit, vegetables, food products, under the name of "H. Jasmin Ltée Ltd." with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each, and 360 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eleventh day of September, 1952.

C. E. CANTIN,  
33506 Acting Deputy Attorney General.

**Honneur News Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the ninth day of September 1952, incorporating: Theodore H. Shapiro, advocate, of the town of Mount Royal, Joseph Shapiro, advocate, Q.C., Ethel Yussem, secretary, spinster, both of the city of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in newspapers, magazines, novelties and souvenirs, amusement tickets, and tobacco products, under the name of "Honneur News Corp.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of September 1952.

C. E. CANTIN,  
33506-o Acting Deputy Attorney General.

**Imprimerie du Palais Inc.  
Show-Mart Printing Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September, 1952, incorporating: Paul Allaire, printing broker, Marcel Jolivet, printer, both of the city and judicial district of Montreal, Jean Allaire, printing broker, of the city of St-Jérôme, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on the printing business, under the name of "Imprimerie du Palais Inc." — "Show-



Promouvoir l'intérêt du hockey dans la région d'Abitibi et développer des joueurs, sous le nom de "Ligue de Hockey Harricana Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immeubles que la corporation peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le 2 septembre 1952.

L'Assistant-procureur général, suppléant  
33506-o C. E. CANTIN.

To promote an interest in hockey in the Abitibi region and to develop players under the name of "Ligue de Hockey Harricana, Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of September, 1952.

C. E. CANTIN,  
33506 Acting Deputy Attorney General.

**Northern Tire Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. A. Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-neuf septembre 1952, constituant en corporation: Florent Vanasse, garagiste, Lucienne Benoit, secrétaire, épouse dudit Florent Vanasse, Jean-Louis Lépinay, comptable agréé, tous de Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'automobiles, véhicules-moteurs et de garagiste, sous le nom de "Northern Tire Limited", avec un capital de \$80,000, divisé en 800 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
33506-o C. E. CANTIN.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, 1941, bearing date the nineteenth day of September, 1952, incorporating: Florent Vanasse, garage-keeper, Lucienne Benoit, secretary, wife of the said Florent Vanasse, Jean-Louis Lépinay, chartered accountant, all of Val d'Or, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To deal in automobiles, motor vehicles and to act as a garage-keeper, under the name of "Northern Tire Limited", with a capital stock of \$80,000, divided into 800 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of September, 1952.

C. E. CANTIN,  
33506 Acting Deputy Attorney General.

**Northern Tire Limited**

**Paper Cutting & Trading Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze septembre 1952, constituant en corporation: Léo Tanguay, agent manufacturier, de Québec, Jeanine Couture, sténographe, de Lauzon, tous deux du district judiciaire de Québec, Richard Bélanger, industriel, des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et vendre toutes sortes d'objets en papier ou carton, sous le nom de "Paper Cutting & Trading Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le onze septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
33506-o C. E. CANTIN.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of September, 1952, incorporating: Léo Tanguay, manufacturing agent, of Québec, Jeanine Couture, stenographer, of Lauzon, both of the judicial district of Québec, Richard Bélanger, industrialist, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and sell all sorts of paper or cardboard objects, under the name of "Paper Cutting & Trading Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of September, 1952.

C. E. CANTIN,  
33506 Acting Deputy Attorney General.

**Paper Cutting & Trading Co. Ltd.**

**Pratt Garage Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Roméo Pratt, marchand, Joseph Rene Pratt, Paul-Emile Lauzon, tous deux mécaniciens, tous de la cité de Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules-moteurs, exploiter des garages et diriger un commerce de

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth of September 1952, incorporating: Roméo Pratt, merchant, Joseph Rene Pratt, Paul-Emile Lauzon, both mechanics, all of the city of Pointe Claire, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, operate garages and conduct a transportation business, under

transport, sous le nom de "Pratt Garage Incorporated", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 275 chemin Lakeshore, Pointe Claire, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
33506 C. E. CANTIN.

**Roy et Dumas Cie Limitée**  
**Roy and Dumas Company Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du neuf septembre 1952, constituant en corporation: Yves Laurier, avocat, Maria Durette, Alice Sanche, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimerie, librairie, sous le nom de "Roy et Dumas Cie Limitée" — "Roy and Dumas Company Limited", avec un capital de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le neuf septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
33506-o C. E. CANTIN.

**Société de Publication Métropolitaine**  
**Limitée**  
**Metropolitan Publishing Company Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze septembre 1952, constituant en corporation: Maurice Mercier, avocat, Louise Héon, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, tous deux de la cité de Montréal, Gretta Weinwright, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimerie, sous le nom de "Société de Publication Métropolitaine Limitée" — "Metropolitan Publishing Company Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le onze septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
33506-o C. E. CANTIN.

**Vogue Dry Cleaning Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze septembre 1952, constituant en corporation: Lucien Roux, avocat, Conseil de la Reine, Liane Valois, gérante, Lorraine Côté, secrétaire particulière, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

the name of "Pratt Garage Incorporated", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 275 Lakeshore Road, Pointe Claire, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of September 1952.

C. E. CANTIN,  
33506-o Acting Deputy Attorney General.

**Roy et Dumas Cie Limitée**  
**Roy and Dumas Company Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the ninth day of September, 1952, incorporating: Yves Laurier, advocate, Maria Durette, Aline Sanche, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the printing and stationery business, under the name of "Roy et Dumas Cie Limitée" — "Roy and Dumas Company Limited", with a capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of September, 1952.

C. E. CANTIN,  
33506 Acting Deputy Attorney General.

**Société de Publication Métropolitaine**  
**Limitée**  
**Metropolitan Publishing Company Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of September, 1952, incorporating: Maurice Mercier, advocate, Louise Héon, secretary, spinster in use of her rights, both of the city of Montreal, Gretta Weinwright, secretary, spinster in use of her rights, of the city of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade of and do business in printing, under the name of "Société de Publication Métropolitaine Limitée" — "Metropolitan Publishing Company Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of September, 1952.

C. E. CANTIN,  
33506 Acting Deputy Attorney General.

**Vogue Dry Cleaning Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of September, 1952, incorporating: Lucien Roux, advocate, Queen's Counsel, Liane Valois, manager, Lorraine Côté, private secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de nettoyeurs, teinturiers, tailleurs, sous le nom de "Vogue Dry Cleaning Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
33506-o C. E. CANTIN.

To carry on the business of cleaners, dyers, tailors, under the name of "Vogue Dry Cleaning Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of September, 1952.

C. E. CANTIN,  
33506 Acting Deputy Attorney General.

## Lettres patentes supplémentaires

### Au Tourbillon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 3 octobre 1952, changeant le nom de la compagnie "Bel-A Club Inc.", constituée en corporation par lettres patentes du 25 septembre 1951, en celui de "Au Tourbillon Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le 3 octobre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
33506-o C. E. CANTIN.

### Barnard Brothers Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de septembre 1952 à la compagnie "Barnard Brothers Incorporated", étendant ses pouvoirs à certains autres objets énoncés dans la résolution adoptée, à cette fin.

Daté du bureau du Procureur général, ce 22e jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
33506 C. E. CANTIN.

### Caplan Bros. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 4e jour d'octobre 1952, à la compagnie "Caplan Bros. Limited", 1° subdivisant 100 actions privilégiées de \$100 chacune en 10,000 actions privilégiées de \$1 chacune; 2° augmentant le capital-actions de la compagnie de \$40,000 à \$230,000, le nouveau capital divisé en 190,000 actions privilégiées additionnelles de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, ce 4e jour d'octobre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
33506 C. E. CANTIN.

Central Import & Export  
Company Ltd.  
Compagnie Centrale d'Importation  
& d'Exportation Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplé-

## Supplementary Letters Patent

### Au Tourbillon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, of the said Act, S.R.Q., 1941, chapter 276, bearing date the 3rd day of October 1952, changing the name of the company "Bel-A Club Inc.", incorporated by letters patent dated the 25th day of September, 1951, into that of "Au Tourbillon Inc."

Dated at the office of the Attorney General, October 3, 1952.

C. E. CANTIN,  
33506 Acting Deputy Attorney General.

### Barnard Brothers Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Barnard Brothers Incorporated", extending its powers to such other objects set forth in the resolution therefor adopted.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of September, 1952.

C. E. CANTIN,  
33506-o Acting Deputy Attorney General.

### Caplan Bros. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of October, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Caplan Bros. Limited", 1. subdividing 100 preferred shares of \$100 each into 10,000 preferred shares of \$1 each; 2. increasing the capital stock of the company from \$40,000 to \$230,000, the new capital divided into 190,000 additional preferred shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, the 4th day of October, 1952.

C. E. CANTIN,  
33506-o Acting Deputy Attorney General.

Central Import & Export  
Company Ltd.  
Compagnie Centrale d'Importation  
& d'Exportation Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the tenth day of October, 1952, were issued by the Lieutenant-Gover-

mentaires, en date du 10 octobre 1952, changeant le nom de la compagnie "Central America Import & Export Co.", constituée en corporation par lettres patentes du 28 septembre 1944, en celui de "Central Import & Export Company Ltd — Compagnie Centrale d'Importation & d'Exportation Ltée".

Daté du bureau du Procureur général, le 10 octobre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
33506-o C. E. CANTIN.

#### Colonial Construction Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de septembre 1952 à la compagnie "Colonial Pulp & Paper Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 février 1952: a) changeant son nom en celui de "Colonial Construction Limited"; b) accordant d'autre pouvoirs à la compagnie: agir et exercer la commerce comme entrepreneurs généraux.

Daté du bureau du Procureur général, ce 20e jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
33506 C. E. CANTIN.

#### Compagnie Trudeau Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 11 octobre 1952, à la "Compagnie Trudeau Ltée", augmentant son capital de \$315,000 à \$815,000, le nouveau capital divisé en 5,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 11 octobre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
33503-o C. E. CANTIN.

#### Corporation Financière de Montréal Montreal Financial Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 3 octobre 1952, à la compagnie "Corporation Financière de Verdun—Verdun Financial Corporation", constituée en corporation par lettres patentes du 21 décembre 1927, sous le nom originaire de "Corporation Financière Verdun, Limitée—Verdun Financial Corporation Limited", et par lettres patentes supplémentaires du 9 juillet 1934, changeant *inter alia* ce nom originaire en celui de "Corporation de Verdun—Verdun Financial Corporation": 1° changeant de nouveau le nom de la compagnie en celui de "Corporation Financière de Montréal—Montreal Financial Corporation"; 2° changeant le siège social de la dite compagnie du N° 3695 rue Wellington, en la cité de Verdun, au N° 477 rue St-François-Xavier, en la cité de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 3 octobre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
33506-o C. E. CANTIN.

nor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Central America Import & Export Co." incorporated by letters patent dated September 28, 1944, to that of "Central Import & Export Company Ltd. — Compagnie Centrale d'Importation & d'Exportation Ltée."

Dated at the office of the Attorney General,  
October 10, 1952.

33506 C. E. CANTIN,  
Acting Deputy Attorney General.

#### Colonial Construction Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of September, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Colonial Pulp & Paper Company Limited", incorporated by letters patent dated February 28, 1952: a) changing its name to that of "Colonial Construction Limited"; b) granting further powers to the company: to act and carry on business as general contractors.

Dated at the office of the Attorney General,  
this 20th day of September, 1952.

33506-o C. E. CANTIN,  
Acting Deputy Attorney General.

#### Compagnie Trudeau Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the eleventh day of October, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the "Compagnie Trudeau Ltée", increasing its capital stock, from \$315,000 to \$815,000, the new capital stock being divided into 5,000 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General,  
this eleventh day of October, 1952.

33506 C. E. CANTIN,  
Acting Deputy Attorney General.

#### Corporation Financière de Montréal Montreal Financial Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 3rd day of October, 1952, to the company "Corporation Financière de Verdun—Verdun Financial Corporation", incorporated by letters patent on the 21st day of December, 1927, under the original name of "Corporation Financière Verdun, Limitée"—Verdun Financial Corporation Limited", and by supplementary letters patent of the 9th day of July, 1934, changing *inter alia* this original name into that of "Corporation Financière de Verdun—Verdun Financial Corporation"; 1. changing again the name of the company into that of "Corporation Financière de Montréal—Montreal Financial Corporation"; 2. changing the head office of the said company from No. 3695 Wellington Street, in the city of Verdun, to No. 477 St-François-Xavier St., in the city of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General,  
October 3, 1952.

33506 C. E. CANTIN,  
Acting Deputy Attorney General.

**Dubie Belmore Ltd.  
Dubie Belmore Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q., 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 30 e jour de septembre 1952, à la compagnie "Duval Limited—Duval Limitée", constituée en corporation par lettres patentes datées du 27 mai 1921: 1° subdivisant ses 100 actions ordinaires de \$100 chacune en 200 actions de \$50 chacune; 2° augmentant le capital-actions de \$10,000 à \$50,000 le nouveau capital divisé en 800 actions de \$50 chacune; 3° changeant le nom de la compagnie en celui de "Dubie Belmore Ltd.—Dubie Belmore Ltée".

Daté du bureau du Procureur général, ce 30e jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
33506 C. E. CANTIN.

**Dubie Belmore Ltd.  
Dubie Belmore Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of September, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276 to the company "Duval Limited—Duval Limitée", incorporated by letters patent dated May 27, 1921: 1. subdividing its 100 common shares of \$100 each into 200 shares of \$50 each; 2. increasing the capital stock from \$10,000 to \$50,000, the new capital divided into 800 shares of \$50 each; 3. changing the name of the company to that of "Dubie Belmore Ltd.—Dubie Belmore Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, the 30th day of September, 1952.

C. E. CANTIN,  
33506-o Acting Deputy Attorney General.

**Laboratoire du Cheptel Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q., chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23 septembre 1952, à la compagnie "Médicaments pour Animaux du Dr. Hébert Limitée", constituée en corporation par lettres patentes du 27 mars 1950, changeant son nom en celui de "Laboratoire du Cheptel Ltée".

Daté du bureau du Procureur général, le 23 septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
33506-o C. E. CANTIN.

**Laboratoire du Cheptel Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-third day of September, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Médicaments pour animaux du Dr. Hébert Limitée", incorporated by letters patent dated March 27, 1950, changing its name to that of "Laboratoire du Cheptel Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this 23rd day of September, 1952.

C. E. CANTIN,  
33506 Acting Deputy Attorney General.

**Lambert & Co., Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour d'octobre 1952, à la compagnie "Lambert & Co., Ltd.": 1° annulant 40,000 actions, série B, non-émises, de \$5 chacune; 2° créant 123,840 actions, série B, additionnelles de \$5 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, ce 3e jour d'octobre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
33506 C. E. CANTIN.

**Lambert & Co., Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of October, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Lambert & Co., Ltd.": 1.) cancelling 40,000 unissued Class B shares of \$5 each; 2.) creating 123,840 additional Class B shares of \$5 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 3rd day of October, 1952.

C. E. CANTIN,  
33506-o Acting Deputy Attorney General.

**Le Terrassement Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25 septembre 1952, à la compagnie "Le Terrassement Inc.", étendant ses pouvoirs à tels autres objets indiqués au règlement adopté à cette fin.

Daté du bureau du Procureur général, le 25 septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
33506-o C. E. CANTIN.

**Le Terrassement Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-fifth day of September, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Le Terrassement Inc." extending its powers to such other objects as are indicated in the By-law adopted for this purpose.

Dated at the office of the Attorney General, this 25th day of September, 1952.

C. E. CANTIN,  
33506 Acting Deputy Attorney General.

**Sherbrooke Lath Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22 septembre 1952, changeant le nom de la compagnie "Lenox Board Co. Limited", constituée en corporation par lettres patentes du 25 avril 1950, en celui de "Sherbrooke Lath Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le 22 septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
33506-o C. E. CANTIN.

**Sherbrooke Lath Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-second day of September, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Lenox Board Co. Limited", incorporated by letters patent dated April 25, 1950, to that of "Sherbrooke Lath Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September, 1952.

C. E. CANTIN,  
33506 Acting Deputy Attorney General.

**Stanley Company Limited  
Compagnie Stanley Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de septembre 1952, à la compagnie "Stanley Company Limited—Compagnie Stanley Limitée", augmentant son capital de \$100,000 à \$175,000, le capital additionnel divisé en 75,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, ce 30e jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
33506 C. E. CANTIN.

**Stanley Company Limited  
Compagnie Stanley Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of September, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Stanley Company Limited—Compagnie Stanley Limitée", increasing its capital from \$100,000 to \$175,000, the additional capital divided into 75,000 preferred shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, the 30th day of September, 1952.

C. E. CANTIN,  
33506-o Acting Deputy Attorney General.

**Talisman Footwear Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de septembre 1952, à la compagnie "Talisman Footwear Inc.", augmentant son capital de \$20,000 à \$60,000, le nouveau capital divisé en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, ce 30e jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
33506 C. E. CANTIN.

**Talisman Footwear Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of September, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Talisman Footwear Inc.", increasing its capital from \$20,000 to \$60,000, the new capital divided into 400 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, the 30th day of September, 1952.

C. E. CANTIN,  
33506-o Acting Deputy Attorney General.

**Bills, Assemblée législative****AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 22 octobre 1952 et présentés avant le 3 décembre 1952, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 22 novembre 1952 et reçues avant le 27 novembre 1952 et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 17 décembre 1952.

Québec, le 6 septembre 1952.

Le Greffier,  
33184-37-9-0 (Signé) ANTOINE LEMIEUX.

**Bills, Legislative Assembly****NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY**

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 22nd October, 1952, and introduced before the 3rd December, 1952, petitions for the introduction of private bills must be presented before the 22nd November 1952, and received before the 27th November, 1952, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 17th December, 1952.

Quebec, September 6, 1952.

(Signed) ANTOINE LEMIEUX,  
33184-37-9 Clerk.

**Demandes à la Législature**

**Applications to Legislature**

**AVIS**

Le soussigné donne avis que Jean Robert Miquelon, notaire, de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, lors de sa prochaine session pour obtenir la passation d'un projet de Loi l'autorisant à pratiquer la profession du notariat, malgré que toutes ses années de cléricature ne soient pas terminées.

L'Agent de la pétitionnaire,  
33346-41-4-o PAUL MIQUELON.

**AVIS PUBLIC**

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Grand'Mère s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de modifier la charte de Grand'Mère relativement à ce qui suit: la création d'un fonds de roulement; le salaire du maire et celui des échevins; l'octroi des permis de construction; les cautionnements sur plaintes pour violations des règlements relatifs à la circulation; l'appellation des officiers de la Corporation; la taxation des appareils d'amusement communément appelées "tables à boules"; l'installation de compteurs de stationnement; l'octroi de permis pour les bicycles.

Grand'Mère, le 15 octobre 1952.  
Les Procureurs de la Cité de Grand'Mère,  
33427-42-4-o DÉSILETS et DESHAIES.

**AVIS PUBLIC**

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de St-Marc, dans le comté de Portneuf, s'adresseront à La Législature, à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et prélever dans la municipalité à compter du 1er janvier 1953 une taxe spéciale dite taxe d'éducation n'excédant pas un pour cent (1%) du prix de vente de toute propriété mobilière, effets mobiliers, marchandises et autres articles de commerce quelconques et pour toutes autres fins.

Québec, le 10 octobre 1952.  
Les Procureurs des pétitionnaires,  
33458-43-4-o DUSSAULT, DÉSILETS & JOBIN,

**AVIS**

Avis est par les présentes donné par la Ville de Laval Ouest qu'elle s'adressera à la législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, sur les matières suivantes:

- 1° Établissement d'un service de transport et autorisation à dépenser le montant nécessaire à cette fin;
- 2° Règlement concernant le couvre feu;
- 3° Nomination d'un Directeur des Services;
- 4° Réglementation du nombre des restaurants ambulants;
- 5° Limiter le nombre des taxis dans la municipalité;
- 6° Création d'un fonds de roulement au montant de \$30,000;
- 7° Agrandissement de la plage dans le quartier Ouest;

**NOTICE**

The undersigned gives notice that Jean Robert Miquelon, Notary Public, of Montreal, will present a Bill to the Quebec Legislature, at its next session. The object of the Bill being to permit the Petitioner to practice as Notary Public, notwithstanding that he has not fulfilled the whole period of clerical service required by Law.

PAUL MIQUELON,  
Agent for the Petitioner.  
33346-41-4-o

**PUBLIC NOTICE**

Public notice is hereby given that the City of Grand'Mère will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending the charter of Grand'Mère concerning: the creation of a cash reserve; the salaries of the mayor and of the aldermen; the granting of construction permits; the bails on complaints for violations of circulation by-laws; the names of the officers of the Corporation; the taxations of amusement devices commonly called "ball tables"; the installation of parking meters; granting of permits for bicycles.

Grand'Mère, October 15th, 1952.  
DÉSILETS and DESHAIES,  
33427-42-4-o Attorneys for city of Grand'Mère.

**PUBLIC NOTICE**

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of St. Marc, in the county of Portneuf, will apply to the Legislature at its next session for the adoption of a law permitting to the said School Commissioners to may impose and levy, from the first of January, 1953, a special tax called "education tax" not exceeding one per cent (1%) of the sale of purchase price, retail, of any moveables, any merchandise and any article of trade whatsoever, and for other purposes.

Québec, October 10th, 1952.  
DUSSAULT, DÉSILETS & JOBIN,  
33458-43-4-o Attorneys for petitioners.

**NOTICE**

Notice is hereby given by the Town of Laval West, that it will apply to the provincial legislature at its next session, to obtain certain amendments to its charter on the following matters:

1. Establishment of a transportation service and authorization to spend the necessary amount for this purpose;
2. By-law concerning the curfew;
3. Nomination of a Director of Services;
4. To regulate the number of streets restaurants;
5. Restriction of the number of taxis;
6. Establishment of a working capital to the amount of \$30,000;
7. Enlargement of the beach in the West Ward;



même leur salaire, dans les proportions fixées par la Commission;

d) Accordant à la dite Commission le pouvoir d'établir, à sa discrétion, un système d'assurance-groupe pour le bénéfice de son personnel enseignant laïque et de ses ouvriers réguliers; et pour autres fins.

Québec, le 4 octobre 1952.

Le Procureur de la pétitionnaire,  
33353-41-4-o VICTOR TRÉPANIÉ, C.R.

salaries, in the proportions determined by the Commission;

d) Granting to the said commission the power to institute, in its discretion, a group insurance system for the benefit of its laymen teaching staff and its regular workmen; and for other purposes.

Québec, October 4th, 1952.

VICTOR TRÉPANIÉ, Q.C.,  
33353-41-4-o Attorney for the petitioner.

AVIS LÉGAL

Avis est par les présentes donné que "Les École Ménagères Provinciales" s'adresseront à la Législature de Québec, au cours de la prochaine session, pour demander que leur charte connue comme la Cédule "E" de la Loi 6 Édouard VII, chapitre 93, soit modifié de manière à changer le nom de la Corporation en celui de "L'École Ménagère de Montréal", à être autorisée à faire des conventions de nature pédagogique, financière ou administrative avec le Département de l'Instruction Publique, à autoriser le Surintendant de l'Instruction Publique à émettre des diplômes permettant d'enseigner les sciences ménagères dans les écoles publiques de la Province aux élèves qui ont passé avec succès les examens et obtenu leur diplôme de la Corporation des "Écoles Ménagères Provinciales", et pour autres fins se rapportant aux objets ci-dessus.

Montréal, 6 octobre 1952.

Les Procureurs de la Requérente,  
33360-41-4-o VANIER & VANIER.

LEGAL NOTICE

Notice is hereby given that "Les Écoles Ménagères Provinciales" will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, and ask that its charter contained in the Statute 6 Edward VII, chapter 93, be modified in order to change its corporate name to "L'École Ménagère de Montréal", to be empowered to make agreements with the Department of Education, to empower the Superintendent of Education to issue diplomas authorizing the teaching of domestic science in the Public Schools of the Province of Quebec in favour of the students who have passed their examinations with success and obtained their diploma from Les Écoles Ménagères Provinciales, and for other purposes with respect to the above objects.

Montreal, October 6th, 1952.

VANIER & VANIER,  
33360-41-4-o Solicitors for Applicant.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Dame Eliette Fontaine, domiciliée à Saint-Henri, Comté Lévis, veuve de feu Sieur Henri Fortier, agissant en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs, Raymond & Yolande Fortier, et Gérard Fortier, boulanger, domicilié à Saint-Henri, Comté Lévis, agissant tant personnellement qu'en sa qualité de subrogé-tuteur desdits mineurs, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins d'annuler une clause du testament de feu Henri Fortier, de son vivant, boulanger, de Saint-Henri, Comté Lévis, stipulant que les enfants qui ne sont pas mariés ne retireront leur part d'héritage qu'à leur mariage.

Québec, 6 octobre 1952.

Le Procureur des pétitionnaires,  
33365-41-4-o ROGER GOSSELIN, Avocat.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Mrs. Eliette Fontaine domiciled in Saint Henri, Lévis, widow of the late Henri Fortier, acting in her capacity as tutor to her minor children Raymond and Yolande Fortier, and Gérard Fortier, baker, domiciled in Saint Henri, Lévis, acting personally and in his capacity as subrogate tutor to the said minors, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to ask for the adoption of an act, to annul a clause of the will of the late Henri Fortier, in his lifetime baker of Saint Henri, Lévis, which stipulates that unmarried children will not withdraw their share of the Estate until they are married.

Quebec, October 6th, 1952.

ROGER GOSSELIN, Lawyer,  
33365-41-4-o Attorney for the petitioners.

Avis public est, par les présentes, donné que Gaspé Copper Mines Limited, compagnie ayant son bureau-chef à Noranda, C. Earle Anderson, ingénieur des mines, Joseph H. Stovel, ingénieur des mines, Bertram C. Rochester, ingénieur-électricien, Sidney D. Cooke, comptable, Cecil J. Drummond, secrétaire, tous demeurant à Noranda, comté de Rouyn-Noranda, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi incorporant en une municipalité de ville un certain territoire du canton de Holland, comté de Gaspé-Nord, sous le nom de ville de "Murdochville".

Québec, le 9 octobre 1952.

Le Procureur des requérants,  
33378-41-4-o FRÉDÉRIC HÉBERT, N.P.

Public notice is hereby given that Gaspé Cooper Mines Limited, a company having its head office at Noranda, C. Earle Anderson, mining engineer, Joseph H. Stovel, mining engineer, Bertram C. Rochester, electric engineer, Sidney D. Cooke, accountant, Cecil J. Drummond, secretary, all residing at Noranda, county of Rouyn-Noranda, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act, incorporating into a Town Municipality, a certain territory of the township of Holland, county of Gaspé-North, under the name of "Town of Murdochville".

Québec, October 9, 1952.

FRÉDÉRIC HÉBERT, N.P.,  
33378-41-4 Attorney for the Petitioners.





l'ouverture et l'entretien de rues seulement, et amender le règlement d'emprunt de la Ville N° 296, concernant les taxes spéciales imposées en vertu de ce dernier règlement pour pourvoir au paiement des obligations émises relativement à cet emprunt, de manière à ce qu'une portion des fonds, devant être dérivés des taxes spéciales sur les propriétés aboutissant à certaines rues, sera plutôt dérivée des taxes spéciales sur toutes les propriétés immobilières imposables de la Ville suivant leur valeur.

Mont-Royal, 10 octobre 1952.

Les Procureurs de la pétitionnaire,  
SCOTT, HUGESSEN, MACKLAIER,  
33399-42-4 CHISHOLM, SMITH & DAVIS.

only, and to amend the Town's Loan By-law No. 296 in respect of the special taxes thereby imposed to provide for the payment of the bonds issued thereunder, so that a portion of the funds to be derived from special taxes upon properties abutting on certain streets shall instead be derived from special taxes upon all taxable immoveable properties of the Town according to their value.

Mount Royal, October 10th, 1952.

SCOTT, HUGESSEN, MACKLAIER,  
CHISHOLM, SMITH & DAVIS,  
33399-42-4-o Attorneys for Petitioner.

Canada, Province de Québec, District de Québec

### AVIS PUBLIC

Avis public est donné par les présentes que: La Corporation de la Ville des Sept-Iles, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Sept-Iles, comté de Saguenay, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session ou à toute autre session subséquente pour obtenir la passation d'une loi modifiant la loi XIV-XV, Geo. VI, chapitre 69, l'érigeant en corporation.

Les modifications demandées concerneront entre autres le droit d'établir une taxe de vente ainsi qu'une taxe personnelle; le pouvoir d'adopter des règlements pour déterminer le zonage de la municipalité et pour la nomination d'un gérant avec pouvoirs spéciaux ainsi que pour l'organisation d'une Cour du Recorder.

La ville de Sept-Iles demandera aussi le pouvoir de déterminer l'évaluation municipale des propriétés de la compagnie "Iron Ore Company of Canada."

Québec, 10 octobre 1952.

L'Agent de la Pétitionnaire,  
33400-42-4-o FRÉDÉRIC DORION, C.R.,

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

### PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the corporation of the town of Sept-Iles, a corporation legally incorporated, having its head office at Sept-Iles, county of Saguenay, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, or at any other subsequent session, for the passing of an Act, amending the Act XIV-XV Geo. VI, chapter 69, erecting it into a corporation.

The amendments applied for will concern, amongst others, the right to establish a sales tax and also a personal tax; the power of adopting by-laws to determine the zoning in the municipality and for the appointment of a manager, with special powers and also for the organization of a Recorder's Court.

The town of Sept-Iles will also apply for power to determine the municipal valuation of the properties of the company "Iron Ore Company of Canada".

Quebec, October 10, 1952.

FRÉDÉRIC DORION, Q.C.,  
33400-42-4 Agent for the Petitioners.

### AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la municipalité scolaire du Village St-Charles, comté de Joliette, s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et prélever dans la municipalité une taxe spéciale dite taxe d'éducation n'excédant pas un pour cent (1%) du prix de vente de toute propriété mobilière, marchandises et autres articles de commerce quelconques, et pour toutes autres fins.

Joliette, le 10 octobre 1952.

Le Procureur des pétitionnaires,  
33401-42-4-o C.-E. HÉTU.

### PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the School Municipality of the Village of St. Charles, County of Joliette, will apply to the Legislature, at its next session for the adoption of an Act permitting to the said School Commissioners to impose and levy in the municipality a special tax called "education tax" not exceeding one per cent (1%) of the sale price of any movable effects, merchandise and all articles of trade whatsoever, and for all other purposes.

Joliette, October 10th, 1952.

C. E. HÉTU,  
33401-42-4-o Attorney for petitioners.

### AVIS PUBLIC

Arthur Holmes, comptable, Carl Reed, opérateur, Thomas Hilliard, gérant, Eric McWilliam, gérant, Leslie H. Millar, directeur-gérant; tous de la cité de Drummondville, représentant la Corporation de l'Église Anglicane St. George de ladite cité de Drummondville; et Clifford Hargreaves, gérant, Herschel French, gérant de département, William R. Prentice, ingénieur; tous de ladite cité de Drummondville, représentant la Corporation de l'Église Unie du Canada de la dite cité de Drummondville; et Clarence Crook, expéditeur, de ladite Cité de Drummondville, représentant la Corporation de l'Église

### PUBLIC NOTICE

Arthur Holmes, Esq., accountant, Carl Reed, Esq., operator, Thomas Hilliard, Esq., manager, Eric McWilliam, manager, Leslie H. Millard, managing director; all of the City of Drummondville in the District of Arthabaska and the Province of Quebec, representing the Corporation of St. George's Anglican Church of the said City of Drummondville; and Clifford Hargreaves, manager, Herschel French, Department Manager, William R. Prentice, engineer; all of the said City of Drummondville, representing the Corporation of the United Church of Canada of the said City of Drummondville; and, Clarence





AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que La Fédération des Sociétés St-Jean-Baptiste du Québec, corps politique incorporé en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies de la Province de Québec, le 12 mars 1948, ayant son siège social dans la cité de Trois-Rivières, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale aux fins d'accomplir les buts primordiaux de La Fédération des Sociétés St-Jean-Baptiste du Québec. Par cette loi La Fédération serait divisée en société diocésaine, et les sociétés diocésaines seraient divisées en sociétés locales ou paroissiales dont chacune formerait également partie de la Fédération tout en conservant son autonomie administrative et son existence légale.

Par cette loi, la Fédération serait autorisée par l'entremise des sociétés diocésaines à exercer, au moyen de groupes de membres composant des "cercles de philanthropie" et des "services d'entraide St-Jean-Baptiste", la distribution de secours aux membres ou à leurs représentants légaux même un fonds de secours à être perçu par dons entre vifs ou souscriptions volontaires entre les membres. La dite loi ne devant affecter en rien les recours pendants ni les droits acquis à toute société diocésaine St-Jean-Baptiste ou à toute société locale existante, ni en particulier les pouvoirs et privilèges déjà accordés par des lois spéciales à: La Société St-Jean-Baptiste de Québec, ayant son siège social dans la cité de Québec, et La Société St-Jean-Baptiste de Montréal, ayant son siège social dans la cité de Montréal.

Trois-Rivières, le 14 octobre 1952.

Le Président,  
ANTOINE GRONDIN, M.D.  
Le Chef du secrétariat,  
JEAN PELLERIN.  
C.P. 186, Trois-Rivières.  
Le Procureur du Requéant,  
J. A. JOLI-COEUR, C.R.  
10 du Parloir, Québec.

33407-42-4-o

PUBLIC NOTICE

Public Notice is hereby given that "La Fédération des Sociétés St-Jean-Baptiste du Québec" a body politic and corporate, in virtue of Part III of the Province of Quebec Companies' Act, on March 12, 1948, and having its head office in the city of Trois-Rivières, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a special Act, for the carrying out of the principal purposes of "La Fédération des Sociétés St-Jean-Baptiste du Québec". By said Act, the Fédération would be divided into diocesan societies the diocesan societies would be divided into local or parochial societies, each of which would also form part of the federation, while keeping its administrative autonomy and its legal existence.

By such Act, the Federation would be authorized through the Diocesan societies, to carry on by means of groups composing its "Philanthropic circles" (Cercles de Philanthropie) and of its Mutual Aid Services "(Services d'Entraide St-Jean-Baptiste)" the distribution of assistance to members or their legal representatives out of a Help Fund, to be collected by donation inter vivos (entre vifs) or by voluntary subscription among the members. The said Act not affecting in any manner any recourse pending, nor acquired rights of any Diocesan St-Jean-Baptiste Society, nor any existing local society, nor, especially, the powers and privileges already granted by special Acts to "La Société St-Jean-Baptiste de Québec" having its head office in the City of Quebec, and "La Société St-Jean-Baptiste de Montréal" having its head office in the City of Montreal.

Trois-Rivières, October 14, 1952.

ANTOINE GRONDIN, M.D.,  
President.  
JEAN PELLERIN,  
Chief Secretary.  
P.O. Box 186, Trois-Rivières.  
J. A. JOLI-COEUR, Q.C.,  
Attorney for the plaintiff,  
10 du Parloir Street, Quebec.

33407-42-4

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que "L'Association des Chiropraticiens de la Province de Québec, Incorporée," s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de réglementer l'exercice de la chiropratique dans la province de Québec.

Québec, le 14 octobre 1952.

Le Procureur de la pétitionnaire,  
33409-42-4-o VICTOR TRÉPANIÉ, c.r.

Notice is hereby given that the "Quebec Chiropractic Association, Incorporated," shall apply to the Quebec Legislature, at its next session, applying for the adoption of an act to regulate the practice of chiropractic in the province of Quebec.

Quebec, October 14th, 1952.

VICTOR TRÉPANIÉ, Q.C.,  
33409-42-4-o Attorney for the petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la corporation du séminaire de Nicolet, dans le comté de Nicolet, constituée par lettres patentes émises le 10 décembre 1821, demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, d'adopter une loi aux fins de changer son nom, de modifier le nombre et le mode de nomination de ses membres ainsi que ses pouvoirs corporatifs et les règles pour leur exercice et de ratifier les acquisitions d'immeubles faites par elle.

Québec, le 14 octobre 1952.

Le Procureur de la pétitionnaire,  
33410-42-4-o VICTOR TRÉPANIÉ, c.r.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the "Corporation of the Seminary of Nicolet", in the county of Nicolet, incorporated by letters patent issued on December 10th, 1821, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act for the purpose of changing its name, of modifying the number of its members and the manner of their nomination and also its corporate powers and the rules for their exercise and to ratify the acquisition of the immovables made by said Corporation.

Quebec, October 14th, 1952.

VICTOR TRÉPANIÉ, Q.C.,  
33410-42-4-o Attorney for petitioner.



VI, chapitre 80; la légalisation de la location d'une plage et le droit de l'opérer avec tous les services accessoires; rendre les délinquants passibles du paiement des honoraires du procureur de la Cité poursuivante dans le cas de condamnation pour infraction aux règlements du Conseil ou de la loi des Cité et Ville ou de la Charte; le droit de réglementer la vitesse des véhicules-moteurs dans les limites de la Cité; légaliser les dons faits par la Cité et le droit de donner annuellement pour fins charitables, patriotiques, humanitaires et d'éducation un montant n'excédant pas \$600. annuellement; le droit de définir, sans referendum, le mot profession se trouvant dans le règlement N° 267, dit de construction et de zonage; la cotisation de la Cité pour fins d'unité sanitaire proportionnellement à sa population et non au prorata de son évaluation; rendre la taxe de vente partageable et payable par le Ministre des Finances de la Province de Québec; autoriser la Cité à porter au rôle d'évaluation, pendant une période de 10 ans, avec une évaluation de \$2100., l'immeuble actuellement employé comme musée et connu sous le nom de Maison des Jésuites; le droit d'emprunter, avec l'approbation du Ministre des Affaires Municipales et de la Commission Municipale de Québec, \$95,000. pour gravelage, pavage et chaînes de rues, et \$25,000. pour l'acquisition de terrains destinés à être érigés en terrains de jeu;

Québec, ce 14 octobre 1952.

Le Procureur de la requérante,  
33419-42-4-o PHILIPPE LANCTOT C.R.

15 and 16 George VI, chapter 80; the legalization of the location of a beach and the right to operate it with all the accessory services; in the case of condemnation for infringement to the by-laws of the Council and the regulations of the Cities and Towns Act, or of the Charter, delinquents shall be rendered liable to the payment of the fees of the attorney of the City prosecuting; the right to regulate the speed of motor-vehicles within the limits of the city; to legalize gifts made by the City and the right to give annually for charitable, patriotic, humanitarian and educational purposes, an amount not exceeding \$600. annually; the right to define, without referendum, the word profession as found in by-law No. 267, mentioned as building and zoning; assessment of the City for sanitation purposes in proportion to the population of the City and not prorata to its valuation; to have the sales tax shared and made payable by the Minister of Finance of the Province of Quebec; to authorize the City to enter on the Valuation roll, for a period of 10 years, at a valuation of \$2100., the immovable actually used as a museum and known as "Maison des Jésuites"; the right to borrow, with the approval of the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission, \$95,000. for graveling, paving and street curbs, and \$25,000. for the acquisition of grounds destined to be erected as playgrounds;

Quebec, this 14th day of October, 1952.

PHILIPPE LANCTOT, Q.C.,  
33419-42-4 Attorney for Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que "The Montreal Thistle Curling Club", corps politique dûment incorporé par la loi 34 Victoria Chapitre 63, de la Législature de la province de Québec, et ayant son seul bureau d'affaires dans la ville de Montréal, demandera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session l'adoption d'une loi modifiant ladite loi d'incorporation aux fins d'augmenter ses pouvoirs.

Montréal, le 15 octobre 1952.

Les Procureurs de la requérante,  
33421-42-4-o McMICHAEL, COMMON, HOWARD,  
KER & CATE.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Corporation des opticiens d'ordonnances de la province de Québec s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de modifier la Loi des opticiens d'ordonnances à l'égard: de l'énumération des cas où les opticiens d'ordonnances peuvent fournir ou ajuster des verres ophtalmiques; de l'obligation pour chacun des opticiens d'ordonnances d'avoir un bureau permanent dans la localité où il pratique; de l'autorité de la Corporation en cas de manquement aux règles de la profession; de la création d'un bureau de discipline et de la définition de sa juridiction; des réclames prohibées; des amendes dans les cas d'infraction à la loi.

Montréal, le 15 octobre 1952.

Les Procureurs de la Corporation  
des opticiens d'ordonnances  
de la province de Québec,  
33426-42-4-o DÉSILETS et DESHAIES.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that "The Montreal Thistle Curling Club", a body politic and corporate, duly incorporated by the Act of Legislature of the Province of Quebec, 34 Victoria, Chapter 63, and having its sole office in the City of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act to amend its said Act of Incorporation for the purpose of extending its powers.

Montreal, October 15, 1952.

McMICHAEL, COMMON, HOWARD,  
33421-42-4-o KER & CATE,  
Attorneys for Applicant.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Corporation of Dispensing Opticians of the Province of Quebec will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending the Dispensing Opticians' Act concerning: the enumeration of the instances when the Dispensing Opticians may supply or fit ophthalmic glasses; the obligation for every Dispensing Optician to have a permanent office in the locality where he practises his profession; the powers of the Corporation in cases of infringements of the rules of the profession; the creation of a Board of Discipline and a definition of its jurisdiction; the prohibited advertising; the fines in case of infringements of the statute.

Montreal, October 15th, 1952.

DÉSILETS and DESHAIES,  
33426-42-4-o Attorneys for the Corporation  
of Dispensing Opticians,  
of the Province of Quebec.

## AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Ville d'Asbestos s'adressera à la Législature de la Province de Québec, lors de sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendant sa charte, pour les matières suivantes, savoir:

Préparation de deux rôles d'évaluation dont l'un pour les taxes foncières annuelles ou spéciales et l'autre pour toutes les autres taxes spéciales; nomination de deux bureaux d'évaluateurs; préparation de deux rôles de perception; dispositions diverses facilitant la perception des taxes spéciales, indiquant la façon de préparer le second rôle d'évaluation et le second rôle de perception et déterminant les devoirs des deux bureaux d'évaluateurs, et pour autres fins.

Asbestos, 17 octobre 1952.

Le Procureur de la Ville d'Asbestos,  
33445-43-4 LOUIS LANGLAIS.

## PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Asbestos will apply to the next session of the Legislature of the Province of Quebec, praying it to pass an act with the object of amending its charter in the following manner, namely:

Permission to prepare two valuations rolls, one for annual or special property taxes and one for all other special taxes; permission to appoint two boards of assessors; permission to prepare two collection rolls; various dispositions facilitating the collection of special taxes, showing the way to make up the second valuation roll and the second collection roll and determining the duties of the second board of assessors, and for other purposes.

Asbestos, October 17, 1952.

(signed) LOUIS LANGLAIS,  
Attorney for the Town of Asbestos.  
33445-43-4-o

## AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Messieurs Louis Kenneth Weiner, marchand, Moses Cohen, marchand, Joseph Cohen, marchand, Manuel Goodman, marchand, Julius Krasovitsky, marchand, et autres, tous du district de Montréal, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une Loi les constituant en corporation, ainsi que ceux qui pourront subséquemment devenir membres, en une congrégation religieuse sous le nom de "Congrégation Beth Moïshe" avec le droit et le pouvoir d'acquérir et détenir des propriétés immobilières, lesquelles peuvent être requises à l'établissement d'une synagogue ou lieu de culte, pour une résidence servant au rabbin ou ministre officiant, pour un cimetière ou terrain d'inhumation; vendre, louer, échanger, hypothéquer ou aliéner ses propriétés ou toute partie d'icelles, et acquérir d'autres propriétés immobilières pour les remplacer; rédiger, faire, accepter et endosser pour ses propres fins des effets de commerce, billets promissoires et autres instruments négociables sous les signatures de ses officiers ou autres, tel que déterminé par son bureau de direction; garder des registres pour les actes de statut civil; nommer de temps en temps un ou des rabbins ou un ou des ministres officiants et le ou les destituer et en nommer un autre ou d'autres en sa ou leurs places, ledit ou lesdits rabbins et/ou le ministre ou les ministres officiants de la congrégation auront l'autorité et le pouvoir de garder des registres pour les actes de statut civil et agir relativement à ic eux, tous autres pouvoirs civils concernant les ministres de congrégations religieuses; ce ou ces rabbins et/ou ce ou ces ministres officiants ne seront pas tenus d'obtenir un permis du Gouverneur ou de la personne dirigeant le Gouvernement, tel que décrété dans la Loi de l'ancienne Province du Bas Canada, 9-10 George IV, ch. 75, et auront néanmoins tous les pouvoirs conférés par ladite Loi se rapportant aux ministres ainsi licenciés; assumer l'actif et le passif de la corporation qui a été constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 février 1938, en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, sans capital-actions, sous le nom de "Congrégation Beth Moïshe", avec le consentement de ladite congrégation.

Montréal, 16 octobre 1952.

Les Procureurs des pétitionnaires,  
33446-43-4 SPERBER, GOLD & LAPIN.

## PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Messrs. Louis Kenneth Weiner, Merchant, Moses Cohen, Merchant, Joseph Cohen, Merchant, Manuel Goodman, Merchant, Julius Krasovitsky, Merchant, and others, all of the District of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec at its next session for the passing of an act incorporating them and such others as may hereafter become members, into a religious congregation under the name of "Congregation Beth Moïshe", with the right and power to acquire and hold immovable property which may be required for a synagogue or place of worship, for a residence for a rabbi or officiating minister, for a cemetery or burial ground; to sell, lease, exchange, hypothecate or alienate its property or any part thereof, and acquire other immovable property in lieu thereof; to draw, make, accept and endorse for its own purpose, bills of exchange, promissory notes, and other negotiable instruments under the signatures of its officers or others as may be determined by its Board of Directors; to keep registers for acts of civil status; to appoint from time to time, a rabbi or rabbis or officiating minister or ministers, and to remove him or them and appoint another or others in his or their places, the said rabbi or rabbis and/or officiating minister or ministers, of the congregation, to have authority and power to keep registers for acts of civil status and to exercise in relation thereto, all other civil powers pertaining to ministers of religious congregations; such rabbi or rabbis and/or officiating minister or ministers shall not need to obtain a license from the Governor or person administering the Government as enacted in the Act of the late Province of Lower Canada, 9-10, George IV, Ch. 75, and shall nevertheless have all the powers conferred by the said act on ministers so licensed; and to take over the assets and liabilities of the corporation which was incorporated on February 7th, 1938, by Letters Patent under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, without share capital, under the name of "Congregation Beth Moïshe", with the consent of the said congregation.

Montreal, October 16th, 1952.

SPERBER, GOLD & LAPIN,  
33446-43-4-o Attorneys for Petitioners.

DEMANDE A LA LEGISLATURE DE QUEBEC

Avis public est par les présentes donné que John Harold Cooney et Dame Frances Ann Mahoney, son épouse, et Dame Veronica Ann Cooney, veuve de feu John Lawrence Daley, tous de la cité de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant l'adoption par ledit John Harold Cooney et sadite épouse de leur neveu, Peter Thomas Daley, fils de ladite Veronica Ann Cooney, et changeant le nom dudit Peter Thomas Daley à Peter Thomas Cooney, et autres fins accessoires.

Daté à Montréal, ce 15ième jour d'aoctobre 1952.

Les Procureurs des requérants,  
McMICHAEL, COMMON, HOWARD  
33447-43-4-o KER & CATE.

APPLICATION TO QUEBEC LEGISLATURE

Public notice is hereby given that John Harold Cooney and Dame Frances Ann Mahoney, his wife, and Dame Veronica Ann Cooney, widow of the late John Lawrence Daley, all of the City of Montreal, will apply at the next session of the Quebec Legislature for an Act authorizing the said John Harold Cooney and his said wife to adopt their nephew, Peter Thomas Daley, son of the said Veronica Ann Cooney, and to cause the name of said Peter Thomas Daley to be changed to Peter Thomas Cooney, and for other purposes.

Dated at Montreal this 15th day of October, 1952.

McMICHAEL, COMMON, HOWARD  
KER & CATE,  
33447-43-4-o Attorneys for Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Val d'Or s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale modifiant sa charte aux fins suivantes et autres fins accessoires:

1. Autoriser la ville de Val d'Or à faire du pavage et à charger aux propriétaires riverains la proportion du pavage en face de leurs propriétés;
2. Octroyer des deniers à différentes associations ou organisations;
3. Acquérir un immeuble pour fins municipales et louer en partie cet immeuble;
4. Obtenir des pouvoirs spéciaux pour les agents de la paix dans les cas de contraventions aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique;
5. Réglementer le nombre des taxis et exiger des permis;
6. Réglementer les autobus et camionneurs;
7. Augmenter la taxe d'eau sur les lots vacants à un maximum de 4%;
8. Imposer une taxe ou licence sur les machines à jeux mécaniques, distributeurs mécaniques de marchandises;
9. Prélever une taxe pour l'enlèvement de la neige;
10. Prélever une taxe pour l'enlèvement des vidanges.

Val d'Or, ce 18 octobre 1952.

Le Procureur de la Ville de Val d'Or.  
33450-43-4-o LUCIEN TOURIGNY, C.R.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné, que la Cité de Sherbrooke s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte, la loi I George VI, chapitre 105, et les différents statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes:

- 1° Amender la Loi 10 George VI, chapitre 60, article 9;
- 2° Amender la Loi 1 George VI, chapitre 105, articles 23 et 92;
- 3° Légaliser et valider le rôle spécial de perception pour le territoire de la Municipalité d'Orford annexé par 14-15 George VI, chapitre 75;
- 4° Rectifier erreurs à la loi 15-16 George VI, chapitre 70, articles 5 et 11;

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Val d'Or will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of a special law amending its Charter for the following purposes and other incidental purposes:

1. To be authorized to do some paving and to charge a proportion of the cost of such paving to the proprietors in front of whose property such paving is done;
2. To make grants or donations to different associations or organizations;
3. To acquire a building for municipal purposes and to rent part of said building;
4. To obtain special powers for the police officers in cases of violation of the municipal by-laws relating to traffic or public safety;
5. To regulate the number of taxis and grant them permits;
6. To regulate the autobus companies and truckers;
7. To increase the water tax on vacant lots to a maximum of 4%;
8. To impose a license or tax on machines selling merchandise or pin ball machines of any description;
9. To impose a fee to each proprietor for the removal of snow in front of his premises;
10. To impose a fee to each proprietor for the removal of garbage from his property.

Val d'Or, October 18th, 1952.

LUCIEN TOURIGNY, Q. C.,  
33450-43-4-o Solicitor for the Town of Val d'Or.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the City of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its Charter, the Act I. George VI, Chapter 105, and the various statutes amending it, for the following matters:

1. To amend 10 George VI, chapter 60, section 9;
2. To amend I George VI, chapter 105, section 23 and 92;
3. To legalise and validate the special collection roll for the annexed territory of Orford Municipality (14-15 George VI, chapter 75);
4. To rectify errors in section 5 and 11 of Act 15-16 George VI, chapter 70;





taires ou occupants; imposer certains droits annuels sur des appareils mécaniques pour distribution automatique de marchandises, sur des jeux mécaniques et des phonographes, à l'exclusion des balances publiques et des appareils de téléphones; imposer des droits annuels sur chaque pompe à gazoline, chaque table de billard ou de pool, chaque chaise de bar-rier ou coiffeur, chaque voiture "drive yourself," chaque camion faisant du transport, chaque allée de quilles, ne dépassant pas deux cents dollars par un même établissement; imposer plusieurs genres de commerce différents dans un même établissement pour un total ne dépassant pas deux cents dollars par année; ainsi que tous autres pouvoirs jugés nécessaires.

Donné à Farnham, le 15 octobre 1952.

Le Procureur de la pétitionnaire,  
La Corporation de la Ville de Bedford,  
MAURICE ARCHAMBAULT, c.r.  
33465-43-4-o

### AVIS

Avis est par les présentes donné que la Ville de Baie Comeau, dans le comté de Saguenay, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi ratifiant une résolution établissant une évaluation fixe de cinq millions de dollars pour les biens imposables possédés par la Quebec North Shore Paper Company, ses subsidiaires, successeurs ou ayants droit, pour fixer à trois pour cent de la valeur imposable les taxes que pourront être appelés à payer les contribuables de la ville pour une période de dix ans, pour amender pour la ville l'article 473 de la Loi des Cités et Villes de façon à autoriser la ville à accorder une pension à certaines catégories d'officiers et employés présents et passés et qui ne seraient pas autrement éligibles.

Baie Comeau, 20 octobre 1952.

Le Greffier de la ville de Baie Comeau,  
33468-43-4-o MAURICE CARPENTIER.

Avis est donné que l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec, corporation dûment constituée par la loi 55-56 Victoria, chapitre 94, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à ladite loi aux fins suivantes: mieux définir ses buts et certains pouvoirs qu'elle a actuellement; acquérir toutes propriétés mobilières et immobilières, pourvu que le revenu annuel des immeubles appartenant à la corporation et possédées par elle pour fins de revenus n'exécède pas la somme de cinq cent mille dollars; faire des emprunts sur son crédit; engager ses biens, meubles et immeubles de toutes manières, pour assurer le paiement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations, contractés spécialement par émission d'obligations ou d'autres titres ou valeurs; définir que les pouvoirs de la corporation seront exercés par son conseil composé ainsi qu'il sera statué; édicter des dispositions relatives à la dissolution de la corporation, à sa régie interne, à la représentation de ses membres par ladite corporation, aux officiers dont la signature liera celle-ci, à la modification de son nom corporatif et de son siège social, et pour toutes autres fins.

Québec, 21 octobre 1952.

Le Procureur de la requérante,  
33469-43-4-o ALBERT DUMONTIER, C.R.

for the automatic distributors of merchandise, on mechanical games and phonographs except public scales and telephones; impose annual duties on each gasoline pump, each billiard or pool table, each barber or hair-dresser chair, each drive your-self automobile, each truck for transportation purposes, each bowling alley, not to exceed \$200.00 for one and the same establishment; impose various kinds of commerce in a same establishment for a total not to exceed \$200.00 per annum; as well as any other power deemed necessary.

Given at Farnham, October 15, 1952.

MAURICE ARCHAMBAULT, Q.C.,  
Attorney for the petitioner,  
The Corporation of the town of Bedford.  
33465-43-4-o

### NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Baie Comeau, in the County of Saguenay, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act for the purpose of ratifying and validating a resolution adopted by the council establishing a fixed valuation of five million dollars (\$5,000,000.00) for a period of ten years, of the properties of Quebec North Shore Paper Company, its such subsidiaires and assigns, to fix at 3% of the assessable value the taxes which the ratepayers may be called upon to pay for a period of ten years, and to amend for the town article 473 of the Cities and Towns Act in order to authorize the town to grant a pension to certain categories of present and past officers and employees who might not be otherwise eligible.

Baie Comeau, October 20, 1952.

MAURICE CARPENTIER,  
33468-43-4-o Clerk of the town of Baie Comeau

Notice is hereby given that l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec, à corporation duly incorporated by the Act 55-56 Victoria, chapter 94, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain amendments to said Act, as follows: define more clearly its aims and certain powers which it now possesses; acquire any moveable and immoveable properties, provided that the annual revenue of the immoveables belonging to the corporation and owned by it for purposes of revenue does not exceed five hundred thousand dollars; borrow money upon its credit, encumber its moveable or immoveable properties in any way whatsoever to secure the payment of its loans or the discharge of its obligations, specially by issuing bonds or other title-deeds or securities; declare that the powers of the corporation shall be exercised by its council, composed in the manner which shall be defined; enact dispositions relating to the dissolution of the corporation, to its internal administration, to the representation by said corporation of its members, to the officers whose signature shall bind the corporation, to the altering of its corporate name or of the location of its corporate seat, and for any other purposes.

Québec, October 21st, 1952.

ALBERT DUMONTIER, Q.C.,  
33469-43-4-o Attorney for Petitioner.



## AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la Cité de Lachine s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la Loi 9 Edouard VII, chapitre 86 et amendements, sur les matières suivantes: terme de trois ans pour le Maire et les Echevins; formation d'une commission d'urbanisme; formation d'une commission pour administrer le Musée; régler la location des embarcations de tous genres; confection d'un rôle spécial pour les nouvelles constructions; ratification de certaines ventes et échanges de ruelles; pour amender la Loi 5 George VI, chapitre 73, article 6 (Charte de la Cité de Montréal), afin que la Cité de Lachine soit incluse; pour annexer une partie du territoire de la paroisse de la Présentation de la Sainte-Vierge; et pour autres fins.

Montréal, le 20 octobre 1952.

Les Procureurs de la Cité de Lachine,  
33471-43-4-o LACROIX & VIAU.

## PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Lachine will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act amending its charter, the Act 9 Edward VII, chapter 86, and amendments, for the following purposes: three years term for Mayor and Aldermen; formation of a town planning commission; formation of a commission to govern the Museum; to regulate the rental of boats of all kinds; preparation of a special roll for the new buildings; ratification of certain sales and exchanges of lanes; to amend the Act 5 Georges VI, chapter 73, article 6 (Charter of the City of Montreal), in order that the City of Lachine be included; to annex a portion of the territory of the Municipality of the Parish of La Présentation de la Sainte-Vierge; and for other purposes.

Montreal, October 20, 1952.

LACROIX & VIAU,  
Attorneys for the City of Lachine.  
33471-43-4-o

## AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Omer Barbeau de Valleyfield, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour la prier d'adopter une loi concernant l'interprétation à donner au testament de feu Alexandre H. Barbeau, de Saint-Constant, afin d'éliminer tout doute qui pourrait être soulevé quant à l'existence d'une substitution créée par ce testament et décréter que telle substitution n'a jamais existé.

Donné en la Ville de Valleyfield, Comté de Beauharnois, Province de Québec, ce 21<sup>ème</sup> jour d'octobre 1952.

L'Avocat d'Omer Barbeau,  
33486-43-4-o BERNARD LEFEBVRE.

## PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given by these presents that Omer Barbeau of Valleyfield, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session requesting it to adopt a law regarding the interpretation of a will of the late Alexandre H. Barbeau of St. Constant, for the purpose of eliminating any doubt whatsoever which may be raised as regards the existence of a substitution created by this will and to decree that a substitution had never existed.

Given at the Town of Valleyfield, County of Beauharnois, Province of Quebec, this 21st day of October, 1952.

BERNARD LEFEBVRE,  
Attorney for petitioner. Omer Barbeau.  
33486-43-4-o

## AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que les "Commissaires d'écoles pour la Municipalité scolaire de Pointe-Claire Ville", s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et prélever dans la Ville de Pointe-Claire une taxe spéciale dite "taxe d'éducation" n'excédant pas un pour cent (1%) du prix de vente de toutes propriétés mobilières, effets mobiliers, marchandises et autres articles de commerce quelconques et pour toutes autres fins.

Montréal, 20 octobre, 1952.

Les Procureurs des Pétitionnaires,  
33475-43-4-o CHARBONNEAU, CHARBONNEAU,  
& CHARLEBOIS.

## PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the "Municipality of Pointe-Claire Ville", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the adoption of a law permitting to the said School Commissioners to impose and levy in the Town of Pointe-Claire a special tax called "Education Tax" not exceeding one per cent (1%) of the sale of purchase price, of any moveables, any moveable effects, any merchandises and any article of trade whatsoever, and for other purposes.

Montreal, October 20th, 1952.

CHARBONNEAU, CHARBONNEAU,  
& CHARLEBOIS,  
Attorneys for Petitioners.  
33475-43-4-o

## AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que dame Kathleen Mary Paquette, née Mary Sarah Leclerc, épouse de John Lyndol Waterman s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de légaliser, à compter de 1896, son adoption faite par feu John F. Paquette et son épouse Mary Ellen Gauthier Gilmore.

Le Procureur pour la pétitionnaire,  
33538-44-4-o ALBERT H. FREGEAU,

## PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that dame Kathleen Mary Paquette, nee Mary Sarah Leclerc, wife of John Lyndol Waterman, will apply to the Legislature at its next session praying for the adoption of an act to legalise as from 1896 her adoption by the late John F. Paquette and his wife Mary Ellen Gauthier Gilmore.

ALBERT H. FREGEAU,  
Attorney for the petitioner.  
33238-44-4-o



## AVIS PUBLIC

CITÉ DE MONTRÉAL

Avis est, par les présentes, donné que la Cité de Montréal s'adressera à la Législature de la Province de Québec, lors de sa prochaine session, pour obtenir, sur les natières suivantes, certaines modifications à sa charte, le Statut 62 Victoria ch. 58, de même qu'aux différents statuts, généraux ou particuliers, qui la modifient ou la concernent:

Annexion d'un lisière du territoire de la Ville de Côte Saint-Luc; réglementation de la vitesse des véhicules-automobiles; réglementation de la construction; réglementation et restrictions concernant la destination et l'usage des terrains et des constructions; réglementation et restrictions concernant l'usage des logements et des appartements et la location des chambres; fermeture de rues; exploitation de restaurants, salles à manger, et autre commodités dans les parcs et édifices municipaux; autorisation rétroactive d'imposer, sous forme de permis, la taxe spéciale déjà permise sur les autobus; rôle de perception, fixation de la valeur locative et nouvelle base d'imposition de la taxe d'eau, de la taxe d'affaires et des taxes personnelles; exigibilité des taxes foncières, sur les immeubles expropriés par la Cité; augmentation de la contribution des locataires du réseau de canalisation électrique au fonds de retraite de la commission des services électriques; ratification d'actes, conventions, règlements, résolutions, rôles et plans; pouvoirs du conseil et du comité exécutif; remplacement d'un conseiller représentant un corps public quand il cesse d'en faire partie; pensions; constitution et pouvoirs de la Cour du Recorder, des recorders et des avocats, greffiers et officiers de cette Cour; budget et finances; taxes et exemptions de taxes; rôles d'évaluation, de contributions foncières et de perception; ligne homologuées; expropriations, de contributions foncières et de perception; lignes homologuées; expropriations; égouts; pavages; trottoirs; améliorations locales; aqueduc; sur toutes autres matières jugées utiles ou pertinentes.

Montréal, le 21 octobre 1952.

Le Greffier de la Cité,

J. ALPHONSE MONGEAU.

Bureau du greffier,  
Hôtel de ville.

33484-43-4-o

## AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Shawinigan Falls s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de l'autoriser à établir un pont de péage entre l'île Melville et la rive de la rivière Saint-Maurice, dans les limites de la municipalité de Shawinigan Falls.

Shawinigan Falls, le 20 octobre 1952.

Les Procureurs de la Cité de

Shawinigan Falls,

33485-43-4-o DÉSILETS et DESHAIES.

Canada, Province de Québec

Avis public, est, par les présentes donné que la corporation du village de Pointe au Pic, une corporation municipale légalement constituée par la Loi 40 Victoria, chapitre 46, amendé par 1 Edouard VII, chapitre 53 et 5 Edouard VII, chapitre 51, s'adressera à la Législature de Québec à sa Session commençant le 12 novembre

## PUBLIC NOTICE

CITY OF MONTREAL

Notice is hereby given that the City of Montreal will apply to the Provincial Legislature, at its forthcoming session, to obtain, on the following matters, certain amendments to its Charter, the Act 62 Victoria, chapter 58, and to the different acts, general or special, which amend or concern it:

Annexion of a strip of the territory of the Town of St. Luc; regulation of the speed of motor vehicles; regulation of construction; regulation and restrictions concerning the purpose and the use of land and construction; regulation and restrictions concerning the use of dwelling and apartments and the rental of rooms; closing of streets; operation of restaurants, dining rooms and other services in municipal parks and buildings; retroactive authorization to levy, under the form of permits, the special tax already allowed on autobuses; tax rolls, establishment of the rental value and a revised basis of taxation for water, business and personal taxes; exigibility of real estate taxes on immovables espropriated by the City; increase in the contribution of lessees of the underground electric conduit system to the superannuation fund of the Electric Commission; approval of deeds, agreements, by-laws, resolutions, rolls and plans; powers of the Council and of the Executive Committee; replacement of Councillor representing a public body when he ceases to be a member thereof; pensions; constitution and powers of the Recorder's Court, of the recorders and of the attorneys, clerks and officers of this Court; budget and finances; taxes and tax exemptions; permits; assessment, real estate and tax rolls; homologated lines; expropriations; sewers; pavings; sidewalks; local improvements aqueduct; on all other matters deemed useful or pertinent.

Montreal, 21st October, 1952.

J. ALPHONSE MONGEAU,

City Clerk.

City Clerk's Office,  
City Hall.

33484-43-4-o

## PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Shawinigan Falls will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act authorizing the City to establish a toll bridge between Melville Island and the shore of St. Maurice River, within the limits of the Municipality of Shawinigan Falls.

Shawinigan Falls, October 20th, 1952.

DÉSILETS and DESHAIES,

Attorneys for City of

33485-43-4-o

Shawinigan Falls.

Canada, Province of Quebec

Public notice, is hereby, given that the Corporation of the Village of Pointe-au-Pic, a municipal corporation duly constituted by the Special Act 40 Victoria, Chapter 46, as amended by 1 Edward VII, Chapter 53 and by 5 Edward VII, Chapter 51, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its Session beginning on





AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la "Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec," aussi connue sous le nom de "Coopérative Fédérée de Québec" présentera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, une pétition conduisant à l'adoption d'une loi pour amender sa charte, étant la loi 13 George V, chapitre 109, (1922), telle qu'amendée, de la manière suivante: porter son capital autorisé de deux millions de dollars à huit millions; permettre la création de deux ou plusieurs catégories d'actions ordinaires, et d'être autorisée à payer un intérêt sur l'une ou l'autre ou chacune de ces catégories d'actions; d'enlever la disposition l'obligeant à payer un minimum de cinq pour cent (5%) et un maximum de sept pour cent (7%) d'intérêt sur ses actions privilégiées; stipuler que les actions privilégiées auront, quant au principal, priorité sur les actions ordinaires et permettre au bureau de direction de déterminer les autres privilèges, droits ou limitations des dites actions privilégiées; modifier le droit de vote de ses associations-membres de façon à ce qu'il soit basé sur le nombre de sociétaires de chacune d'elles et, dans une certaine proportion, sur le chiffre d'affaires traitées par les associations-membres avec la Coopérative Fédérée; modifier la date de clôture de son exercice financier ainsi que les délais prévus pour la tenue de son assemblée générale annuelle; clarifier les pouvoirs respectifs du bureau de direction et de l'assemblée générale concernant la répartition et le paiement des bénéfices; donner à la société le pouvoir d'adopter un règlement permettant au bureau de direction d'attribuer des actions en paiement de ristournes et à compter de telle attribution, chaque association-membre sera sensée avoir souscrit ces actions et sera obligée de les payer au moyen des ristournes qui lui sont ainsi créditées; et pour toute autre fin.

Québec, ce 18 octobre 1952.

Le Procureur de la pétitionnaire,  
33490-43-4 FRANÇOIS JOBIN.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the "Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec" also known under the name of "Quebec Federated Co-operative", will present to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, a petition conducive to the adoption of an Act to amend its charter, being Act 13, George V, chapter 109 (1922), as amended, in the following manner, namely: to increase its authorized capital from two million dollars to eight million dollars; to allow the creation of two or several classes of common shares and to be authorized to pay interest on one or the other or each of these classes of shares; to remove the provision which obliges it to pay a minimum of five per cent (5%) and a maximum of seven per cent (7%) interest on its preferred shares; to stipulate that the preferred shares shall have, as to principal, priority over the common shares and to allow the Board of Directors to determine the other privileges, rights or limitations of the said preferred shares; to modify the right to vote of its member-associations so that it be based upon the number of associates of each one of them and, in a certain proportion, upon the business turnover negotiated by the member-associations with the Quebec Federated Co-operative; to modify the closing date of its fiscal year as well as the delays provided for the holding of the annual general meeting; to clarify the respective powers of the Board of Directors and those of the general meeting regarding the allotment and payment of profits; to give the Society the power to adopt a by-law permitting the board of directors to allot shares in payment of patronage dividends and upon such allotment each member-association shall be deemed to have made application for the said shares and shall be under an obligation to pay therefor by the application of said patronage dividends; and for any other purpose.

Québec, October 18, 1952.

FRANÇOIS JOBIN,  
33490-43-4 Attorney for Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Ville Montréal-Nord s'adressera à la Législature de la Province, à sa prochaine session, en vue de faire adopter une loi amendant sa charte, la Loi 5 George V, chapitre 108 et amendements, pour ratifier une correction effectuée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet, et concernant le lot numéro 67 situé dans la Ville Montréal-Nord; pour autoriser la ville à aliéner certains terrains qui lui avaient été cédés gratuitement pour servir de rues et ruelles; pour accroître et modifier les pouvoirs de la ville de réglementer la construction; pour amender les articles 28a et 28b de sa charte, relativement aux travaux d'améliorations locales de la Ville; pour augmenter l'indemnité annuelle du Maire et des échevins; et pour d'autres matières.

Ville Montréal-Nord, ce 22ième jour d'octobre, 1952.

Le Procureur de la Ville Montréal-Nord,  
33491-43-4-o 265 ouest, rue Craig, Montréal.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Montreal-North will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act amending its charter, Act 5, George V, chapter 108 and amendments, to ratify a correction made to the official plan and book of reference for the Parish of Sault au Récollet, concerning lot 67 situated in the Town; to authorize the Town to alienate certain parcels of land previously transferred to the Town to be used as streets and lanes; to increase and modify the Town's power to make building by-laws; to increase the annual indemnity of the Mayor and aldermen; to amend sections 28a) and 28b) of its charter concerning municipal works of local improvements, and for other purposes.

Town of Montreal-North, October 22nd, 1952.

GASTON POULIOT,  
33491-43-4-o 265 Craig Street West, Montreal.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Ville St-Michel s'adressera à la Législature de la Province, à sa prochaine session, en vue de faire adopter une loi amendant sa charte, la Loi 4

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of St-Michel will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act amending its charter, Act 5,





des octrois aux œuvres de bienfaisance, à payer des frais de représentations et déboursés au maire et aux échevins, à installer des compteurs de stationnement, à limiter le nombre de taxis et à réglementer ce commerce, à établir pour fins de taxation l'évaluation des immeubles industriels, à imposer et prélever une taxe de 2% sur la vente en détail, à adopter tous règlements pour en assurer la perception et à imposer et prélever des droits ou taxes annuelles sur les jeux mécaniques et de façon spéciale sur certaines catégories de commerces; accordant certains pouvoirs aux agents de la paix relatifs aux contraventions aux règlements municipaux de circulation et de sécurité publique; établissant une nouvelle procédure pour l'approbation des règlements décrétant un emprunt et, enfin, accordant à la Ville le contrôle exclusif sur le niveau des eaux du lac des Sables et tous les pouvoirs nécessaires à cette fin, et contenant toutes autres dispositions.

Sainte-Agathe-des-Monts, le 22 octobre 1952.  
Les Procureurs de la Pétitionnaire  
Ville Sainte-Agathe des Monts,  
33520-44-4-o GIBEAULT & GÉLINAS.

organizations, to pay to the mayor and aldermen entertainment expenses and disbursements, to install parking meters, to limit the number of taxis and regulate the taxi business, to fix for taxation purposes the evaluation of industrial immovables, to impose and levy a 2% retail sales tax, to adopt any by-laws to assure the collection of same and to impose and levy annual dues or taxes on mechanical games and in a special manner on certain categories of trades; granting special powers to police officers relating to violations to traffic and public safety by-laws; enacting a new procedure for the approval of borrowing by-laws and, lastly, granting to the Town the exclusive control on the water level of lac des Sables and any powers necessary for said purpose and containing any other provisions.

Ste. Agathe des Monts, October 22nd, 1952.  
GIBEAULT & GÉLINAS,  
Attorneys for the Petitioner  
33520-44-4-o Town of Ste. Agathe des Monts.

## AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la municipalité de la Cité de Joliette comté de Joliette, s'adressera à la Législature provinciale, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et de prélever, dans les limites de la dite municipalité, une taxe spéciale dite taxe de vente n'excédant pas deux (2%) pour cent du prix de vente de toute propriété mobilière, marchandises et autres articles de commerce quelconques, et pour toutes autres fins.

Joliette, le 27 octobre 1952.  
Le Procureur des Pétitionnaires,  
33539-44-4-o ARMAND LAVALLÉE, N.P.

## PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Municipality of the City of Joliette, county of Joliette will apply to the Provincial Legislature at its next session, for the passing of an Act, for the purpose of levying and imposing, within the limits of the said municipality, a special tax called Sales Tax, not exceeding two per cent (2%) on the sale-price of any movable property, merchandise and other commercial articles whatsoever, or for any other purposes:

Joliette, October 27, 1952.  
ARMAND LAVALLÉE N.P.  
33539-44-4 Attorney for the Petitioners.

## AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la Ville Saint-Laurent, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte, la Loi 8 Edouard VII, chapitre 94, et amendements, sur les matières suivantes: encouragement des arts et sciences, établissement de centres de loisirs et organisation des jeux et des sports; frais de représentation des membres du conseil; zonage des territoires annexés; publicité; obligation pour les propriétaires de faire cadastrer certaines subdivisions de terrains bâtis ou à bâtir; honoraire sur permis de construction; droit d'émettre des billets d'assignation pour infraction aux règlements municipaux, relatifs à la circulation et à la sécurité publique; lots vacants acquis pour taxes; pension à Gédéon Crevier; annexion des lots numéros 481 et 488 du cadastre officiel de la Paroisse de St-Laurent, faisant présentement partie de la Municipalité de Notre-Dame-de-Liesse et des lots numéros 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 484, 486 et 487 du cadastre officiel de la Paroisse de St-Laurent, faisant partie présentement de la Municipalité de la Paroisse de St-Laurent; et pour autres fins.

Montréal, le 28 octobre 1952.  
Les Procureurs de la Ville Saint-Laurent,  
JACQUES VIAU & ROBERT HODGE.  
33547-44-4-o

## PUBLIC NOTICE

Public notice is, hereby given that the Town of St. Laurent will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act amending its charter, the Act 8 Edward VII, chapter 94, and amendments, for the following purposes: encouragement to the arts and sciences, establishment of recreation centers and organization of games and sports; indemnity for representation to the members of the council; zoning of annexed territories; publicity; obligation for the proprietors to have a sadastre made on certain subdivisions of land built on or to be built on; fees on building permit; right to issue notice of summons for offence to the traffic and public security by-laws of the Town; vacant lots acquired for taxes; pension to Gedeon Crevier; annexation of lots numbers 481 and 488 of official cadastre of the Parish of St. Laurent, presently a part of the Municipality of Notre-Dame-de-Liesse, and of lots numbers 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 484, 486 and 487 of official cadastre of the Parish of St. Laurent, presently a part of the Municipality of the Parish of St. Laurent; and for other purposes:

Montreal, October 28, 1952.  
JACQUES VIAU & ROBERT HODGE,  
Attorneys for the Town of St. Laurent.  
33547-44-4-o









































































<b>JOLIETTE:</b>		<b>JOLIETTE:</b>	
Poirier vs Riel. ....	2680	Poirier vs Riel. ....	2680
<b>MONTMAGNY:</b>		<b>MONTMAGNY:</b>	
Dumas vs Caron. ....	2681	Dumas vs Caron. ....	2681
Thibault vs Bélanger. ....	2681	Thibault vs Bélanger. ....	2681
Thibault vs Picard. ....	2681	Thibault vs Picard. ....	2681
<b>ROBERVAL:</b>		<b>ROBERVAL:</b>	
Truchon vs Gagnon. ....	2681	Truchon vs Gagnon. ....	2681
<b>SAGUENAY:</b>		<b>SAGUENAY:</b>	
Robert Simpson Eastern Limited vs Desrosiers. ....	2682	Robert Simpson Eastern Limited vs Desrosiers. ....	2682
<b>SAINT-HYACINTHE:</b>		<b>SAINT HYACINTHE:</b>	
La Caisse Populaire de Saint-Hyacinthe vs Roy. ....	2682	La Caisse Populaire de Saint-Hyacinthe vs Roy. ....	2682
33506-o		33506-o	

